

Du capital au social

La logique capitaliste considère investissement ce qui multiplie le profit du secteur privé, et non ce qui caractérise le capital humain.



Auteur : Frei Betto

Source : *Correio da Cidadania* - 11/11/2011

http://www.correiocidadania.com.br/index.php?option=com_content&view=article&id=6472:freibetto021111&catid=17:frei-betto&Itemid=55

Traduction : Etienne Bouchard pour *Autres Brésils*

L'économiste Raul Velloso, spécialiste des comptes publics, calcule que, en 2010, à travers les programmes sociaux, le gouvernement fédéral a transféré 114 milliards de réaux à 31,8 millions de Brésiliens – des pauvres, dans la majorité. En incluant les programmes de transfert d'argent de plus petite échelle, le montant atteint 116 milliards.

Ce montant est plus que le double de tout l'investissement fait par le gouvernement la même année – 44,6 milliards, comprenant la construction de routes et des travaux d'infrastructures. Les 116 milliards étaient destinés au réseau de protection sociale, qui englobe la retraite en milieu rural, l'assurance chômage, les allocations du programme Bourse Famille (*Bolsa Família*), la prime annuelle (*abono salarial*), l'allocation d'invalidité (*Renda Mensal Vitalícia – RMV*) et l'allocation pour handicap (*Benefício de prestação continuada – BPC*). Ces programmes ont mobilisé 3,1% du PIB.

La RMV, créée en 1974, était une allocation destinée aux plus de 70 ans ou aux invalides, définitivement dans l'incapacité de travailler, qui n'exerçaient pas d'activités rémunérées, ni n'obtenaient de revenu supérieur à 60% du montant du salaire minimum. Les bénéficiaires de cette allocation ne pouvaient pas non plus être entretenus par les personnes de qui elles dépendaient, et ne disposaient d'autre moyen de subsistance.



En janvier 1996, la RMV a été résiliée quand est entrée en vigueur l'attribution du BPC. Aujourd'hui, la RMV est maintenue uniquement pour qui était déjà bénéficiaire jusqu'en 96. Depuis, le BPC est versé aux personnes âgées et aux handicapés en mesure de prouver qu'ils sont dépourvus du minimum de ressources.

Certains sont d'avis que le gouvernement fédéral "dépense" trop avec les programmes sociaux, entravant l'investissement. Or, comme l'affirme Lula, quand le gouvernement canalise des ressources pour les entreprises et les banques, on considère cela comme un « investissement », quand on les destine aux pauvres, c'est une « dépense ».

Le Brésil, pendant plusieurs décennies, a été considéré comme le champion mondial de l'inégalité sociale. Aujourd'hui, grâce au réseau de protection sociale, la pyramide (riches à la pointe étroite et pauvres à la base large) a cédé la place au losange (grâce à la réduction du nombre de riches et de misérables et à l'augmentation de la classe moyenne).

Selon l'IPEA (Institut de recherche en Economie Appliquée), entre 2003 et 2009, 28 millions de Brésiliens sont sortis de la misère. Conséquence de l'augmentation annuelle du salaire minimum et de la réduction du chômage, ajoutées aux allocations de la *Bolsa Família*, aux retraites et au BPC.

La logique capitaliste considère investissement ce qui multiplie le profit de l'initiative privée, et non ce qui caractérise le capital humain. Cette logique engendre, dans notre marché du travail, la disparité entre offre d'emplois et main d'œuvre qualifiée. En raison de la faible qualité de notre éducation, le Brésil importe aujourd'hui des professionnels pour des fonctions spécialisées.

Si notre pays résiste à la crise financière qui, depuis 2008, pénalise l'hémisphère Nord, c'est parce qu'il y a plus d'argent en circulation. Le marché interne s'est intensifié.

On entend des plaintes selon lesquelles nos aéroports sont bondés, avec des files interminables. C'est vrai. Si le plaignant changeait de point de vue, il reconnaîtrait que notre population dispose, aujourd'hui, de plus de ressources pour utiliser le transport aérien, ce qui jusqu'à récemment était le privilège de l'élite. Il y a cependant, encore 16,2 millions de Brésiliens vivant dans la misère. Ce qui représente un défi énorme pour le gouvernement Dilma. Mon espoir est que le programme "Brésil sans misère" récupère des propositions du programme "Faim Zéro" abandonnées avec l'arrivée du programme "Bourse Famille", comme la réforme agraire.

Il ne suffit pas de promouvoir la distribution de revenu et faciliter la consommation des plus pauvres. Il faut éradiquer les causes de la pauvreté, et cela signifie faire évoluer les structures archaïques qui perdurent encore dans notre pays, comme le foncier, la politique, les impôts, et les systèmes d'éducation et de santé.

Frei Betto est écrivain, auteur de *Symphonie universelle: la vision cosmique de Teilhard de Chardin*, entre autres livres.